

DEPARTEMENT DE L'EURE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

INSTALLATIONS - OUVRAGES - TRAVAUX - ACTIVITES (IOTA)

SOCIÉTÉ LAFARGE GRANULATS

REALISATION D'UN QUAI DE DECHARGEMENT ET IMPLANTATION DE DUCS D'ALBE
sur la commune de IGOVILLE (Eure)



ENQUÊTE PUBLIQUE CONDUITE DU **21 JANVIER 2022** AU **21 FEVRIER 2022** INCLUS

SELON L'ARRÊTÉ **DCAT/SJIPE/MEA/21/087** PRIS LE **13 DECEMBRE 2021**

PAR MONSIEUR LE PRÉFET DE L'EURE

DOSSIER 2/2

CONCLUSIONS & AVIS MOTIVÉ

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Bernard POQUET

Comme l'exige la procédure, ce document fait suite au Rapport d'enquête (dossier 1 / 2)

PRÉAMBULE

Ces conclusions, qui font suite au Rapport d'enquête établi dans le cadre de l'enquête publique conduite du vendredi 21 janvier 2022 au lundi 21 février 2022 inclus, traite du projet présenté par la Société Lafarge Granulats qui envisage de réaliser un quai de déchargement et implanter quatre ducs d'Albe sur son exploitation implantée sur la commune de IGOVILLE, dans l'Eure.

Elle s'est déroulée conformément à l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 2021.

Afin d'expliciter les raisons qui ont déterminé le sens de mon avis, neutre et impartial, je formule des conclusions motivées selon une appréciation personnelle qui intègre :

- les éléments contenus dans le dossier, analysés et exposés dans le rapport ;
- les divers entretiens, le déroulement de l'enquête ;
- les observations consignées, les visites sur site.

SOMMAIRE

I. Rappel du projet - déroulement de l'enquête

I.1 Objet de l'enquête

I.2 Cadre juridique

I.3 Organisation de déroulement de l'enquête publique

II. Conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur

I. RAPPEL DU PROJET - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1.1 OBJET ET PHASE AMONT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

La Société Lafarge Granulats envisage la construction d'un quai de déchargement et l'implantation de quatre ducs d'Albe sur son site de IGOVILLE.

Ce projet est situé en rive droite des berges de la Seine, au Sud de la commune, sur une parcelle dans le périmètre de l'installation de traitement en activité et dédiée au broyage-concassage de matériaux issus de la carrière de ALIZAY, située de l'autre côté de la RD6015.

Il s'agit de réaliser une estacade (quai de déchargement) prenant appui sur douze pieux, et l'implantation de ducs d'Albe dans la Seine, permettant le stationnement des bateaux ou barges, chargés de matériaux destinés à remblayer la carrière de ALIZAY. Son utilisation pourrait également profiter au développement des secteurs économiques de ALIZAY et de IGOVILLE.

L'accès terrestre au quai s'effectuera par les pistes déjà aménagées, aucun nouvel aménagement de voirie ou de remblais n'étant prévu.

Dans le cadre de leur consultation, certains Services de l'État, PPa, Collectivités ont émis un avis :

- favorable en ce qui concerne l'ARS,
- avis délibéré émis la MRAe-CGEDD auquel l'exploitant a répondu par un Mémoire ;
- après avoir obtenu des « *compléments d'information* », la DRIEAT Ile-de-France » a considéré le dossier complet et pouvant être soumis à enquête publique, autorisation traduite par la « *Demande d'ouverture d'enquête publique* » ;
- défavorable de la DREAL Normandie, avis transmis à la DRIEE ;
- la Délégation départementale de l'OFB et la DDTM27- SPRAT n'ont pas émis d'avis.

A noter que VNF n'a pas été consulté, mais une demande d'autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial lui sera adressée en temps opportun par le maître d'ouvrage

L'« Evaluation Environnementale » et son « Résumé non technique » portent une description détaillée de la localisation et des spécificités du projet, le scénario de référence et l'évolution potentielle, les solutions de substitution, la justification du choix effectué, les incidences notables sur l'environnement/Natura 2000, les modalités de suivi ERC et méthodes de prévision.

Le dossier « Loi sur l'Eau » présente les enjeux et impacts, les mesures de réduction, moyens de surveillance et d'intervention, l'état initial et la sensibilité du site, la compatibilité avec les documents supra, les enjeux et mesures de réduction des impacts.

Les enjeux

La définition des enjeux, au regard de l'analyse des éléments du dossier, a permis de déterminer l'impact sur les différents milieux et taxons, l'impact réel étant ainsi considéré comme faible dans le domaine de l'eau, du sol, de la continuité écologique, de la santé humaine, du bruit, de l'air, des déchets et comme nul sur les terres.

Ainsi, le projet, présenté comme compatible avec les SDAGE, SAGE et PGRI, présente un enjeu :

- fort sur l'eau (zones humides-ripisylve), certaines biodiversités (inventaires-ZNIEFF, chiroptères, faune aquatique protégée et patrimoniales-habitats d'intérêt communautaire) ;
- moyen sur la biodiversité directement liée aux habitats en général, la flore, l'avifaune, les insectes et la Trame Verte et Bleue ;
- faible sur l'hydrogéologie, l'hydrologie, les sédiments, l'occupation du sol, les mammifères, la santé humaine, le bruit, la qualité de l'air et les déchets ;
- nul sur le climat, l'archéologie, le patrimoine culturel, les entités paysagères, la population, le PPRI et les risques technologiques.

Les impacts

La préservation des Zones humides et la luminosité constituent une priorité en raison de la présence d'arbres remarquables et de végétation de rives exondées, le vibrofonçage des pieux de support du quai représentant le principal impact du projet.

L'élagage des arbres les plus proches et la réalisation d'un quai ajouré réduiront l'impact du projet dû à la baisse de la luminosité influant sur la vie et la circulation aquatique.

Le dragage sera effectué à l'aide de godets obturables, et hors périodes sensibles de frai, avec un suivi du milieu et la mise en place d'un rideau anti-dispersant.

En ce qui concerne l'écoulement des crues, il est à noter que le projet n'augmentera pas la ligne d'eau, ne modifiera pas les vitesses d'écoulement, ne créant de ce fait aucun obstacle ni de risque d'embâcles.

L'impact réel est ainsi considéré comme faible dans le domaine de l'eau, du sol, de la continuité écologique, de la santé humaine, du bruit, de l'air, des déchets et comme **nul** sur les terres.

Les mesures « Eviter-Réduire-compenser » et l'incidence résiduelle

La Société a fait le choix d'envisager le quai de déchargement sur une trouée déjà existante identifiée sur le site, limitant de ce fait l'impact en terme environnemental.

Parallèlement, la mesure :

- **évitement** vise à limiter les perturbations sur la biodiversité locale et l'environnement proche ou éloigné de l'emprise ;
- **réduction** vise à diminuer les risques de destruction de la biodiversité (dragage/battage des pieux et ducs d'Albe, débroussaillage, phase chantier, mise en place d'un rideau anti-dispersant, propagation des espèces exotiques envahissantes, abattage de certains arbres-habitats) ;

Un **suivi** de chantier permettra de vérifier l'efficacité des mesures mises en place et la bonne prise en compte des recommandations données (chantier, mesures liées à l'oxygène-température-pH-turbidité de la lame d'eau).

Ces mesures permettront également de diminuer les impacts résiduels du projet sur l'environnement et les espèces présentes à proximité du site.

Ainsi, les impacts résiduels sont **considérés comme faibles** sur la végétation des rives exondées ou existante dans la ripisylve, sur l'avifaune, les insectes, chiroptères et mammifères en général amphibiens et reptiles, la faune aquatique, la flore au sens large.

1.2 CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Cette enquête est notamment encadrée par les dispositions du Code de l'environnement, du Code de l'urbanisme, la Loi sur l'Eau et la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Intitulé	Détail
9	<p>Sont soumis à évaluation environnementale :</p> <p>a) Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes.</p> <p>b) Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles aux bateaux de plus de 1 350 tonnes.</p> <p>c) Ports de plaisance d'une capacité d'accueil supérieure ou égale à 250 emplacements.</p>	<p>Le quai de chargement sera accessible aux bateaux de plus de 1350 tonnes. Le projet est donc concerné par une évaluation environnementale.</p>

Toutefois, le projet étant soumis à évaluation environnementale, les dispositions de l'article du L.122-1-1 s'appliquent à cette déclaration et exigent du préfet qu'il apprécie sa décision sur celle-ci à partir d'une consultation du public et d'une saisine de l'autorité environnementale.

Bien qu'uniquement soumise à Déclaration au regard des art. R122-2 et 214-1, la demande a nécessité une évaluation environnementale et une Etude d'incidence Natura 2000.

Certains documents supra s'imposent au projet : SCoT, SDAGE, SAGE, DCE, SRCE, PPRI et SRADDET.

1.3 ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Le Tribunal Administratif de ROUEN m'a désigné le 1^{er} décembre 2021 par décision E21000069/76.

La remise du dossier par les services de la préfecture de l'Eure a été l'occasion de pouvoir déterminer la période d'EP, les dates de permanences et l'information de la population. Le Registre d'enquête publique a été ouvert à cette occasion.

Monsieur le Préfet de l'Eure a pris l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique le 13 décembre 2021, du vendredi 21 janvier 2022 au lundi 21 février 2022 inclus. L'avis, relatif à l'ouverture de l'enquête, a été affiché dans les communes de IGOVILLE et ALIZAY de manière visible depuis la voie publique et inséré aux annonces légales.

Le pétitionnaire a également procédé à la mise en place de panneaux d'information sur site, opération certifiée par PV d'huissiers.

Des rencontres ou échanges avec le représentant de la société, les Services de l'Etat et les Personnes publiques associées ont permis de compléter et conforter mon information, le tout associé à des visites sur site.

Le dossier complet, conforme au code de l'environnement, a été tenu à la disposition du public en mairie d'IGOVILLE, ainsi qu'en préfecture de l'Eure, le Résumé non technique étant également déposé en mairie de ALIZAY.

Les avis et les réponses dédiées, l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête et l'avis d'EP, les insertions légales et le Registre d'enquête étaient joints au dossier.

La version numérique du dossier était également consultable sur le site Internet de la préfecture.

La majorité des Personnes Publiques, dont la MRAe et l'ARS, a rendu un avis favorable parfois assorti d'une recommandation voire d'une réserve.

Sur toute la durée de l'EP, j'ai pu vérifier la conformité de la mise à disposition au dossier et son accessibilité version « imprimée » et dématérialisée, de l'affichage en mairies et sur site, ainsi que la validité de l'adresse électronique dédiée au dépôt des observations.

Je me suis tenu à la disposition du public à cinq reprises, quatre en mairie de IGOVILLE et une fois en mairie de ALIZAY. Au cours de ces permanences, je pouvais recevoir le public dans de bonnes conditions d'accueil, celui-ci pouvant s'exprimer sur le registre, par courrier transmis à mon intention ou par voie électronique sur une messagerie dédiée en préfecture de l'Eure.

L'enquête s'est déroulée sans incident, tout contributeur pouvant s'exprimer librement. Six personnes se sont déplacées, quatre observations ont été formulées par le public sous la forme de mails et courrier.

A l'issue de l'EP, j'ai remis un Procès-verbal de synthèse des observations à M. Mallet, auquel Lafarge Granulats a répondu par un Mémoire en réponse, dans les délais impartis. L'ensemble est consultable en annexes au Rapport d'enquête.

II. CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**LE DOSSIER**

Le Résumé non technique, non-exhaustif par définition mais document de vulgarisation à destination du public, expose cartes et schémas explicites et présente succinctement les divers points développés dans les fascicules du dossier. Il paraît ainsi complet et aisément abordable.

L’Evaluation environnementale et l’Etude d’impact, illustrées de nombreuses photos, de schémas et données techniques, intègrent les volets réglementaires prévus au Code de l’environnement par une présentation complète des divers scénarios et mesures d’ERC.

LE PROJET ET DÉROULEMENT DE L’ENQUETE

On ne peut nier que la nature même du projet est ressentie comme une problématique interne à l’exploitation, à la nécessité de remblaiement de la carrière de ALIZAY, s’inscrivant dans la poursuite des activités de la société Lafarge Granulats.

L’arrêté, relatif au remblaiement, précise que l’apport des remblais extérieurs s’effectuera par voie fluviale à l’aide de barges et les matériaux directement chargés dans des tombereaux en vue de leur déchargement dans la carrière qui n’est plus exploitée.

La compatibilité du projet avec les divers Plans et Schémas a bien été intégrée, et il est à noter la volonté forte de l’exploitant à vouloir assimiler les contraintes environnementales et physiques en termes de protection de la population et des sites, milieux naturels sensibles et biodiversité.

La procédure respecte les grandes lignes du Code de l’environnement et autres textes législatifs dédiés, la Société prenant en compte les recommandations voire réserves en assurant de ses engagements.

Les échanges verbaux avec les quelques personnes venues à la rencontre du CE, et la nature des contributions formulées, permettent d’assurer que la relative absence de manifestation du public ne peut être assimilée à un désintéressement, ni à une information insuffisante, mais plutôt être attribuée au fait que l’entreprise fait déjà « partie » du paysage, que la présence de la carrière sur la commune de ALIZAY liée à l’activité du site de IGOVILLE et leurs impacts induits sont connus et intégrés. Ces rares contributeurs s’inquiétaient essentiellement des dispositifs de protection-préservation de la biodiversité locale et des conséquences sur la circulation routière aux abords du site.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Compte-tenu de l'ensemble des éléments développés dans le dossier, je suis en mesure de donner un avis personnel, impartial et motivé sur la présente demande d'autorisation déposée par la Société Lafarge Granulats.

AYANT :

- ✓ porté une étude attentive et approfondie du dossier ;
- ✓ effectué plusieurs visites sur le site du projet et, plus largement, sur le territoire des communes impactées en vue d'assimiler les objectifs visés, visualiser concrètement la topographie des lieux dans leur environnement global et ainsi pouvoir mieux appréhender la réalité des problématiques.

CONSIDERANT que :

- ✓ le dossier de demande d'autorisation a été présenté dans de bonnes conditions de consultation, que son contenu était conforme aux textes en vigueur ;
- ✓ la procédure a été réglementairement appliquée en termes d'information de la population et de conduite de l'enquête publique ;
- ✓ l'ensemble des observations formulées m'a effectivement été communiqué, que le public a eu la possibilité de s'exprimer librement et que chaque réponse apportée par le maître-d'ouvrage me convient.

Je présente les recommandations suivantes :

- ✎ l'étude jointe au dossier, relative au comptage des véhicules, et à la gestion des feux tricolores aux abords du site, date de plusieurs années. Le nouveau flux routier pouvant déclencher davantage le programme « feu rouge » pour les usagers de la RD 6015, il me paraît souhaitable qu'un **constat plus récent soit effectué afin d'envisager éventuellement une nouvelle gestion des feux tricolores** en se rapprochant de la commune de IGOVILLE ;
- ✎ **poursuivre l'information de la population** sur la réalisation et l'évolution du projet, plus particulièrement **dès la phase de travaux**, en veillant à placer une signalisation dédiée au regard des chemins bordant l'exploitation qui semblent assez fréquentés par les promeneurs, nonobstant le fait que l'accès au site ne leur soit pas autorisé.

Au vu de ces considérations, et après avoir :

- ✓ examiné l'ensemble des pièces relatives au projet, pris en compte les motivations de l'exploitant et ses engagements quant aux diverses observations,
- ✓ établi les conclusions supra,

Je donne un **AVIS FAVORABLE**
à la demande d'autorisation déposée par la Société Lafarge Granulats
en vue d'installer un quai de déchargement et implanter des ducs d'Albe
sur le site présent sur la commune de IGOVILLE

Conformément à l'art. 7 de l'arrêté préfectoral :

- un exemplaire du Rapport et des Conclusions portant l'Avis motivé, ainsi que le registre d'enquête, sont remis à M. le Préfet de l'Eure,
- une copie de ce même dossier est transmise à M. le Président du Tribunal administratif de ROUEN.

Le 3 mars 2022

Le commissaire enquêteur
M. Bernard Poquet

